

POUR LA POLITIQUE À L'ÉCOLE.

Jean-Pierre Bénichou

La guerre de tranchée continue. Elle oppose toujours ceux qui veulent une loi venue d'ailleurs à ceux qui entendent en être les seuls auteurs. Les républicains aux démocrates ?... L'école n'y trouve pas son compte, elle qui est privée de l'essentiel : le travail politique.

Examinons l'affaire.

D'un côté, on entend la somme des arguments qui fondent l'attachement à la République. Parce qu'elle est la chose de tous, elle devrait être la même chose pour tous. Le principe, républicain par excellence, d'égalité l'imposerait : l'école ne peut viser qu'à l'universel. Elle ne peut alors avoir d'autres contenus que ceux que la science forge. La crise ne s'expliquerait que par un double déficit d'information et de compétence : d'où le succès du thème de la communication et la quête récurrente du « bon » concours de recrutement. De ce point de vue, le fonctionnement harmonieux de l'école supposerait un « ordre » pensé en dehors d'elle et légitimé par la notion de programme.

Nommons ici « Républicains » ceux qui se reconnaissent dans cette position et qui se posent en défenseurs de la science. Ils vont jusqu'à ne prêter qu'une courte attention à la pédagogie, comme si ce qui était donné à la seconde était pris à la première.

De l'autre côté, on laisse entendre que l'école ne respecte pas assez l'individu, qu'elle s'organise autour de valeurs aujourd'hui dépassées, qu'elle n'est pas assez attentive à la différence. D'où l'importance accordée au « relationnel », à la « pédagogie différenciée », à l'« interculturel », à l'actualité, au ressenti, à tout ce qui est « naturel ». De ce point de vue, l'école souffrirait de

n'être pas assez adaptée aux circonstances locales. Elle souffrirait de vouloir procéder à Saint-Denis comme à Neuilly.

Nommons « Démocrates » ceux qui partagent ces convictions. Ils voient la pédagogie comme un art, parfois même comme une technologie de la transmission. Sans elle, la science serait vaine, autorisant ainsi la critique selon laquelle le faire-savoir tiendrait lieu de savoir.

Les zones d'éducation prioritaires auraient pu apporter une réponse à cette double exigence, républicaine (tous pareils) et démocratique (à chacun son identité). Au moment de leur naissance, l'espoir était permis de les voir se comporter comme des laboratoires. Elles portaient en germe l'idée que beaucoup pourrait se jouer dans des espaces soigneusement délimités (la notion de zone) avec des moyens accrus (la notion de priorité), à partir d'un dessein pensé au croisement de deux logiques incontournables : celle de programme (voilà pour les Républicains) et celle de projet (voilà pour les Démocrates). Mais - et c'est ce qui a été refusé - ce choix supposait deux engagements : l'un en direction des enfants et adolescents avec la reconnaissance de leur statut d'acteur, l'autre en direction de l'ensemble de la communauté avec la mise en œuvre du principe selon lequel il n'y a pas d'activité intellectuelle sans activité de production. Il supposait, aussi, que soit partagée la conviction qu'il n'y a de pédagogie que dans le conflit. Alors, des collectifs (l'équipe éducative) auraient eu à penser et à organiser les espaces éducatifs à partir des prescriptions ministérielles, sous le double contrôle de l'Etat (au nom du principe républicain) et de l'environnement local (au nom de la démocratie), avec comme seule autre obligation que d'inventer les réponses les plus adaptées aux deux choix énoncés plus haut. La politique aurait ainsi fait son entrée à l'école, de la manière la plus légitime qui soit. Ne s'agit-il pas, en effet, dans l'acception forte

du terme, d'éclairer les choix et de développer l'intelligence sociale ? ne s'agit-il pas de vivre ensemble ? Comment le faire sinon dans le réel des échanges qui s'effectuent dans cet espace-là et à sa périphérie ?

Hélas ! De revendications sur les moyens, en désir fou « d'excellence pour tous », le monde de l'école s'enfoncé dans la répétition du même. Alors qu'on pressentait en 1981 qu'il fallait penser autrement l'école et non mieux aménager celle qui produisait les effets déjà visibles de désinvestissement des élèves et d'accablement des maîtres, nous avons assisté à l'affrontement stérile entre les tenants d'un ordre venu d'en haut et ceux d'une improbable fécondation des natures par elles-mêmes. De fait, sous le masque d'une opposition résolue, ces deux lignes partagent une même conviction : l'école est un lieu neutre, aménagé en fonction d'une vocation d'un autre âge qui est de préparation ; aussi, le temps de cette école-là est-il le futur et non le présent. Les politiciens s'arrogent le privilège d'engager l'avenir en stérilisant le présent ; ils feignent de ne pas voir l'importance d'un travail dans la durée commençant *ici et maintenant*. Comment voudraient-ils d'un travail politique à l'école ?

Pour le coup, on comprend mieux la vanité des faux débats auxquels on assiste ces jours-ci, à propos de lutte contre la violence. Par quoi commencer, par la répression ou par la prévention, feint-on de se demander ? Vous êtes comme moi, attentif à ce qui se dit et à ce qui se tait. Vous avez donc observé qu'une proposition ne vient jamais qui serait, précisément, de commencer par la politique. Le projet de recherche présenté par l'AFL à l'INRP a cette ambition que signale son titre évocateur : « *les collégiens, des formateurs dans la cité* ». Il développe l'idée d'une expérimentation destinée à tester une autre organisation du collège autour de deux axes :

- quels rapports entre les savoirs scolaires et les pratiques sociales
- quels liens entre la formation intellectuelle et une production effective.

J'invite ceux qui ne l'auraient pas lu à le faire* : ils prendront connaissance d'une somme d'hypothèses qui ouvrent sur de larges perspectives d'action. Celles-ci ont en commun de travailler le lien entre le politique et l'éducatif tel qu'il pourrait se vivre dans un collège pensé dans ses interactions avec son milieu.

L'école est dans la société. Elle est traversée par ce qui s'y joue. La politique y a sa place.

Jean-Pierre BENICHO



ill : Christiane Berruto

* *Les collégiens, des formateurs dans la cité. Propositions pour l'organisation et le fonctionnement du collège.* Y. Chenouf, J. Foucambert, A.L. n°65, mars 1999, pp. 82-90. Document disponible à l'AFL et consultable sur le site lecture.org.